## UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME Office of Audit and Investigations



**AUDIT** 

**OF** 

#### **UNDP DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO**

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE LA MICRO FINANCE (PASMIF II/UNCDF) (Directly Implemented Project No. 75816)

Report No. 1184 Issue Date: 31 July 2013



#### Report on the audit of UNDP Democratic Republic of the Congo Programme d'Appui au Secteur de la Micro Finance (PASMIF II/UNCDF) (Project No. 75816) Executive Summary

From 14 February to 5 March 2013, the Office of Audit and Investigations (OAI) of the United Nations Development Programme (UNDP), through KPMG (the audit firm), conducted an audit of Programme d'Appui au Secteur de la Micro Finance (PASMIF II/UNCDF), Project No. 75816 (the Project), which is directly implemented and managed by the UNDP Country Office in the Democratic Republic of the Congo (the Office). The audit was conducted under the general supervision of OAI in conformance with the *International Standards for the Professional Practice of Internal Auditing*. The last audit of the Office was conducted by OAI in 2012.

The Project reported expenditure totalling \$0.46 million during the period from 1 January to 31 December 2012. The donor contributing to the project was the Swedish International Development Cooperation Agency.

#### **Audit scope and objectives**

The audit firm conducted a financial audit to express an opinion on whether the financial statements present fairly, in all material aspects, the Project's operations. The audit covered the Project's Statement of Expenditure (Combined Delivery Report) for the period from 1 January to 31 December 2012 and Statement of Assets as of 31 December 2012.

#### **Audit results**

Based on the audit report and corresponding management letter submitted by the audit firm, the results are summarized in the table below:

Project E	Project Expenditure Project Assets		t Assets	Cash	
Amount (in \$ '000)	Opinion	Amount (in \$'000)	Opinion	Amount (in \$'000)	Opinion
464	Unqualified	0	Unqualified	N/A	N/A

#### Key issue and recommendation

The audit raised one issue and resulted in one recommendation, which was ranked medium (important) priority, meaning "Action is required to ensure that UNDP is not exposed to significant risks. Failure to take action could result in negative consequences for UNDP." The recommendation includes actions to address concerns relating to the lack of a final project report.



#### Management's comments

The Resident Representative acknowledged the recommendation.

Antoine Khoury
Officer-in-Charge
Office of Audit and Investigations



#### Auditeurs Associés en Afrique- KPMG RDC

Bld du 30 juin Imm BCDC 7<sup>ème</sup> niveau Kinshasa/Gombe B.P. 7228 Kinshasa I République Démocratique du Congo

Téléphone : (243) 99 00 100 20 : (243) 99 00 100 21 e-mail : tfashingabo@kpmg.cd

# PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)

#### AWARD N° ID 00060272

Project number 00075816

# Programme d'Appui au Secteur de la Micro Finance (PASMF II/UNCDF)

1er janvier au 31 décembre 2012

Rapport d'audit

Ce rapport contient 33 pages

Immeuble Losonia Boulevard du 30 juin Kinshasa/Gombe <u>RDC</u>



#### Auditeurs Associés en Afrique- KPMG RDC

Bld du 30 juin Imm BCDC 7<sup>ème</sup> niveau Kinshasa/Gombe B.P. 7228 Kinshasa I République Démocratique du Congo

Téléphone : (243) 99 00 100 20 : (243) 99 00 100 21 e-mail : tfashingabo@kpmg.cd

A Monsieur Moncef GHRIB Chief, Regional Audit Centre for North, West, and Central Africa Office of audit and Investigations

A Monsieur ADAMA COULIBALY Directeur Pays du PNUD Immeuble Losonia Boulevard du 30 juin Kinshasa /Gombe RDC

Concerne: Rapport d'audit des Projets PNUD - DIM - Award n° 00060272

Projet number 00075816, « Programme d'appui au secteur de la Micro finance (PASMIF II) » Exercice 2012

Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous transmettre notre rapport d'audit des Projets de l'Award 00060272 « *Programme d'appui au secteur de la micro finance* », financés par divers donateurs notamment, le Programme de Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'UNCDF et l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012.

Ce rapport contient deux volets:

- Notre opinion sur les états financiers (CDR) des Projets au 31 décembre 2011, sur l'état des inventaires physiques (statement of fixed assets) et sur l'état de trésorerie du projet;
- Nos recommandations sur la gestion des projets et les systèmes de contrôle interne.

Nous pensons que le contenu de ce rapport qui a été discuté avec les responsables du PNUD intègre tous les points portés dans les Termes de référence et dans le contrat signé avec le PNUD en date du 13 février 2013.

Nous restons à votre entière disposition pour tout complément d'information que vous souhaiteriez obtenir dans le cadre de cette mission.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de notre haute considération.

Kinshasa, le 10 mai 2013

Paul M'BODI

Associé

KPMG Congo-R.D.C Immershie BCDC 7ème Niveau Boutsward du 30 juin 6.P.: 7226 Idnahase / Gombe (1243) 890010021 Ednah: tischingeho@kong.cd

Auditeurs Associés en Afrique-KPMG RDC, société Congolaise membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Coopérative, une entité de droit suisse

SPRL d'audit et de Conseil

Capital social 40 058 457 F CDF N.R.C. Nº 60724 Kinshasa Id. Nat.: N45135G Compte Fiscal Nº A0700852K

#### Sommaire

		Page
1.	Opinion de l'auditeur	5
2.	Présentation du Projet et Gestion financière du projet	10
3.	Combined Delivery Report - CDR	12
4.	Etat de Prévisions et de Réalisations	15
5.	Notes annexes à l'état des Ressources et des Emplois	17
6.	Etat des actifs et équipements	20
7.	Observations sur la gestion du projet	22
8.	Annexes	28

#### SIGLES ET ACRONYMES

ASDI Agence Suédoise de la Coopération pour le Développement International

CDR Combined Delivery Report

FPM Fonds de Promotion des Micro Finances

IMF Institutions de Micro Finances

IPSAS International Public Sector Accouting Standards

KFW Kreditanstalt für Wiederaufau

PASMIF Programme d'appui au secteur de la Micro finance

PIB Produit Intérieur Brut

PNUD Programme de Nations Unies pour le Développement

PSF Prestataire de Services Financiers

RDC République Démocratique du Congo

SNMF Stratégies Nationales des Micro Finances

UGP Unité de Gestion du Programme
UNCDF Un Capital Development Fund

UNOPS United Nations Organisation Project Support

UNWOMEN United Nation for Women

UNSAS United Nations System Accounting Standards

> 1. Opinion de l'auditeur externe



#### Auditeurs Associés en Afrique- KPMG RDC

Bld du 30 juin Imm BCDC 7<sup>ème</sup> niveau Kinshasa/Gombe B.P. 7228 Kinshasa I République Démocratique du Congo

Téléphone : (243) 99 00 100 20 : (243) 99 00 100 21 e-mail : tfashingabo@kpmg.cd

A Monsieur Moncef GHRIB
Chief, Regional Audit Centre for North, West, and Central Africa
Office of audit and Investigations

A Monsieur ADAMDA COULIBALY Directeur Pays du PNUD Programme des Nations Unies Pour Le Développement Kinshasa – Gombe RDC

#### a) Certification de l'état de dépenses

Nous avons procédé à l'audit de l'état de dépenses ci-joint concernant l'Award Id 00060272 composé du projet PNUD numéro 00075816 « *Programme d'Appui au Secteur de la Micro Finance* » pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012.

L'administration du projet a la responsabilité de préparer l'état des dépenses afférent au projet et d'exercer un contrôle interne comme il le juge nécessaire pour permettre l'établissement d'un état des dépenses qui soit exempt d'inexactitudes matérielles, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur l'état des dépenses basée sur notre audit. Nous avons conduit notre audit conformément aux Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes nous imposent de satisfaire aux exigences d'ordre éthique et de planifier et conduire l'audit de manière à obtenir une assurance raisonnable que l'état des dépenses est exempt d'inexactitudes matérielles.

Un audit comporte l'exécution de procédures visant à obtenir des preuves attestant la véracité des montants et divulgations qui figurent dans l'état. Les procédures choisies dépendent du jugement de l'auditeur, y compris son évaluation des risques d'inexactitudes matérielles dans l'état, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur. En évaluant ces risques, l'auditeur prend en considération la nature du contrôle interne appliqué à la préparation des états financiers du projet afin de concevoir des procédures d'audit qui soient appropriées aux circonstances, mais non dans l'intention d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du projet. L'audit comporte aussi une évaluation de l'adéquation des règles comptables utilisées et du caractère plus ou moins raisonnable des évaluations comptables faites par l'administrateur, en même temps qu'une appréciation du mode de présentation de l'état des dépenses.

Nous croyons que les données que nous avons obtenues pour préparer l'audit suffisent à fournir une base à notre opinion.



Dans notre opinion, l'état de dépenses ci-joint concernant l'Award Id 00060272 présente correctement, à tous égards, les dépenses totales de USD 463 504 engagées dans le cadre du programme d'appui au secteur de la micro finance pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012 conformément aux règles comptables du PNUD.

#### b) Certification de l'état des actifs et de l'équipement

Nous avons procédé à l'audit de l'état de dépenses ci-joint concernant l'Award Id 00060272 composé des projets PNUD numéro 00075816 « Programme d'Appui au Secteur de la Micro Finance » pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012.

L'administration du projet a la responsabilité de préparer l'état afférent au projet et d'exercer un contrôle interne comme il le juge nécessaire pour permettre l'établissement d'un état qui soit exempt d'inexactitudes matérielles, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur l'état basée sur notre audit. Nous avons conduit notre audit conformément aux Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes nous imposent de satisfaire aux exigences d'ordre éthique et de planifier et conduire l'audit de manière à obtenir une assurance raisonnable que l'état est exempt d'inexactitudes matérielles.

Un audit comporte l'exécution de procédures visant à obtenir des preuves attestant la véracité des montants et divulgations qui figurent dans l'état. Les procédures choisies dépendent du jugement de l'auditeur, y compris son évaluation des risques d'inexactitudes matérielles dans l'état, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur. En évaluant ces risques, l'auditeur prend en considération la nature du contrôle interne appliqué à la préparation des états du projet afin de concevoir des procédures d'audit qui soient appropriées aux circonstances, mais non dans l'intention d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du projet. L'audit comporte aussi une évaluation de l'adéquation des règles comptables utilisées et du caractère plus ou moins raisonnable des évaluations comptables faites par l'administrateur, en même temps qu'une appréciation du mode de présentation de l'état.

Nous croyons que les données que nous avons obtenues pour préparer l'audit suffisent à fournir une base à notre opinion.

Aucun actif et équipement n'a été acquis dans le cadre du projet sous revue.

Dans notre opinion, l'état des actifs ci-joint concernant l'Award Id 00060272 présente correctement, à tous égards, le solde d'inventaire du « *Programme d'Appui au Secteur de la Micro Finance* » s'élevant à USD 0 au 31 décembre 2012 conformément aux règles comptables du PNUD.

#### c) Certification de l'état de trésorerie

Conformément au Terme de Référence de cette mission, nous n'avons pas effectué des travaux sur la situation de trésorerie étant donné qu'il n'existe pas un compte bancaire du PNUD séparé pour le projet sous revue.

Au regard de cette situation, l'opinion sur l'état de trésorerie du projet sous revue au 31 décembre 2012 est non applicable.



Le présent rapport est destiné exclusivement à l'information et à l'utilisation du PNUD et de l'UNCDF.

Kinshasa, le 10 mai 2013

Paul M'BODI

Associé

8

2. Présentation et Gestion financière du projet

#### 2.1. Présentation du Projet

#### 2.1.1. Contexte

Le secteur de la micro finance en RDC est renaissant et présente les défis essentiels qui le caractérisent : la professionnalisation des acteurs, l'assainissement du secteur de la micro finance et l'accompagnement financier nécessaires à la consolidation et la modernisation des prestataires de services financiers.

Suite à l'évaluation du « *Programme d'Appui au Secteur de la Micro Finance* » (PASMIF) en décembre 2009, les instances nationales de la RDC ont renouvelé leur intérêt à collaborer avec le PNUD, l'UNCDF et les autres partenaires (KFW, Banque Mondiale) pour appuyer la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Micro finance de la République Démocratique du Congo.

#### 2.1.2. Les objectifs du Projet

#### Objectif général

Contribuer à la lutte contre la pauvreté et au développement économique et social des congolais les plus défavorisés tant en milieu rural qu'en milieu urbain, par la promotion d'un secteur financier accessible à tous.

#### 2.1.3. Les activités clés :

Les activités clés du projet sont les suivantes :

Le renforcement des capacités institutionnelles des Prestataires de services financiers (PSF), l'assistance technique aux Prestataires des Services Financiers, la facilitation du refinancement des PSF par le secteur bancaire via les mécanismes de garantie; l'adoption de la nouvelle loi, son édition et la diffusion de ses dispositifs, la formation des Institutions de Micro finances au calcul des ratios, indicateurs et normes prudentielles, la vulgarisation et la sensibilisation sur la loi les acteurs indirects (clients, tribunaux, grand public); Le renforcement de la BCC sur les spécificités de la Micro finance, la coordination du secteur, l'harmonisation des actions des PTF et des IMF sur le terrain.

#### 2.1.4. Exécution du Projet

Au cours de l'année 2012, les projets soumis à notre audit ont été exécutés conformément aux directives de l'UNCDF. L'UNCDF est chargé de l'exécution du Projet selon le processus d'exécution directe (DEX). Il est de ce fait le Coordinateur du Programme d'Appui au Secteur de Micro finance.

#### 2.1.5. Suivi et évaluation

Un mécanisme conjoint de suivi-évaluation a été mis en place dans le cadre du Programme. Il a permis sur une base annuelle de mesurer, d'améliorer les performances et d'obtenir les résultats fixés

#### 2.1.6. Cadre structurel et organisationnel du Projet

Les appuis aux niveaux macro et méso, spécifiquement ceux en direction des associations professionnelles et autres instances de la Stratégie Nationale de Micro finance (SNMF) sont mis en œuvre par une Unité de Gestion du Programme (UGP). Elle comprend : (i) un Expert International en finance inclusive, (ii) un Expert National en charge des innovations financières et de la dimension "Genre", (iii) un responsable du suivi-évaluation et (iv) le personnel d'appui (Assistant au Programme et Chauffeur).

#### 2.2. Gestion financière et comptable du projet

L'UNCDF utilise un logiciel intégré (Atlas) de planification et de gestion des ressources, utilisé non seulement par l'UNCDF, mais aussi par PNUD, UNOPS, UNWOMEN, UNFPA et l'Université des Nations Unies. Il répond aux meilleures normes de sécurité et intègre tous les modules indispensables pour une gestion optimale des ressources de l'UNCDF.

Les outputs de Atlas sont divers et variés et dépendent du centre d'intérêt de l'utilisateur ou de son interlocuteur. Ainsi par exemple pour notre auditeur, le document de références reste le CDR qui tire ses données du grand livre et le détail des dépenses dont l'origine est la table des ressources.

Par ailleurs, jusqu'au 31 décembre 2011, certaines dépenses comptabilisées et enregistrées dans Atlas apparaissent avec un signe négatif consécutif à leur règlement effectué au cours de l'année subséquente (en 2012).

#### 2.3. Principes comptables

Le système comptable utilisé par l'UNCDF jusqu' au 31 décembre 2011 était régi par les normes UNSAS (United Nations System Accounting Standards). UNSAS privilégiait une comptabilité de caisse. Avec IPSAS (International Public Sector Accounting Standards), l'UNCDF est passé au 1<sup>er</sup> janvier 2012 à une comptabilité en droit constaté. L'adoption des nouvelles normes a nécessité une préparation minutieuse et rigoureuse pour assurer une transition harmonieuse.

3. Combined Delivery Report - CDR

#### **UNCDF Combined Delivery Report**

UNCEF UN Capital Development Fund Report ID: UNGL143G

#### Selection Criteria :

Business Unit: UNCDF

Page 1 of 3 Run Time: 27-03-2013 09:03:39

'eriod:	Jan-Dec (2012)
Selected Award I	d: 00060272
Selected Project	ld: ALL
The state of the s	

Locat	
	tion : UNCDF Regional Office- Jo'burg
Prepaid DIM Exp UNC	CDF Exp Prepaid NIM Exp Total Exp

Activity: ACTIVITY1 (1- Micro Retail Capacity)				
Fund: G2802(PASS THROUGH MDTF FUNDS (A	AA))			
72625 - Capital Grants - Financial Ser	0.00	215,262.00	0.00	215,262.00
Total for Fund G2802	0.00	215,262.00	0.00	215,262.00
Total for Activity ACTIVITY1	0.00	215,262.00	0.00	215,262.00
Activity: ACTIVITY2 (2- Meso Support Infrastruction	ure)			
Fund : G2802(PASS THROUGH MDTF FUNDS (A	(AA))			
71205 - Intl Consultants-Sht Term-Tech 71605 - Travel Tickets-International 71615 - Daily Subsistence Allow-Intl 76125 - Realized Loss	0.00 0.00 0.00 0.00	20,275.00 1,075.50 16,691.17 5.72	0.00 0.00 0.00 0.00	20,275.00 1,075.50 16,691.17 5.72
Total for Fund G2802	0.00	38,047.39	0.00	38,047.39
Total for Activity ACTIVITY2	0.00	38,047.39	0.00	38,047.39
Activity: ACTIVITY3 (3- Macro Advocacy and Poli	cy)			
Fund: G2802(PASS THROUGH MDTF FUNDS (A	(A))			
71615 - Daily Subsistence Allow-Intl 75105 - Facilities & Admin - Implement	0.00	2,868.28 59,546.00	0.00	2,868.28 59,546.00
Total for Fund G2802	0.00	62,414.28	0.00	62,414.28
Total for Activity ACTIVITY3	0.00	62,414.28	0.00	62,414.28
Activity: ACTIVITY4 (4- Programme Mgt & Evalua	t)			
Fund: G2802(PASS THROUGH MDTF FUNDS (A	(A))			
61305 - Salaries - IP Staff 61310 - Post Adjustment - IP Staff 62335 - Hazard Duty Station Allow-IP 63520 - Personal Security Measures 71205 - Intl Consultants-Sht Term-Tech 71605 - Travel Tickets-International 71615 - Daily Subsistence Allow-Intl 71635 - Travel - Other 72705 - Hospitality-Special Events 73505 - Reimb to UNDP for Supp Srvs 74510 - Bank Charges 75705 - Learning costs 76125 - Realized Loss 76135 - Realized Gain	0.00 0.00 0.00 0.00 0.00 0.00 0.00 0.0	67,352.00 39,884.59 2,350.00 7,000.00 8,400.00 5,320.62 15,155.36 544.00 64.75 11.08 45.40 1,652.20 0.00	0.00 0.00 0.00 0.00 0.00 0.00 0.00 0.0	67,352.00 39,884.59 2,350.00 7,000.00 8,400.00 5,320.62 15,155.36 544.00 64.75 11.08 45.40 1,652.20 0.00
				/

KPMG Congo-R.D.C immeuble BCDC 7ème Niveau Boulevard du 30 juin B.P.: 7226 Tél.: (+243) 990010020 Kinshasa / Gombe (+243) 990010021 E-mail: tfashingabo@kpmg.cd



UNCOF UN Capital Development Fund Report ID: UNGL143G

Page 2 of 3 Run Time: 27-03-2013 09:03:39

Award ID: 00060272 DRC PASMIF II - SIDA Project ID: 00075816 RDC PASMIF II - SIDA Fund	ls	Period : Impl. Partner : Location :	Jan-Dec (2012) UNCDF UNCDF UNCDF Regional	Office- Jo'burg
	Prepaid DIM Exp	UNCDF Exp	Prepaid NIM Exp	Total Exp
Total for Fund G2802	0.00	147,780.00	0.00	147,780.00
Total for Activity ACTIVITY4	0.00	147,780.00	0.00	147,780.00
Total for Project : 00075816	0.00	463,503.67	0.00	463,503.67
Award Total:	0.00	463,503.67	0.00	463,503.67

KPMG Congo-R.D.C

immeuble BCDC 7ème Niveau
Boulevard du 30 jui:
B.P.: 7226
Tél.: (+243) 990010020
Kinshasa / Gombe (+243) 990010021
E-mail: tfashingabo@kpmg.cd

Monch Andripulato, St. Brogs. Speichal

4.

Etat de Prévisions et de Réalisations du projet

### Etat de prévisions et réalisations (Award Id 00060272)

#### Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012

Activités	Notes	Prévisions (USD)	Réalisations (USD)	Ecart (USD)	Taux de Réalisation
Activity 3: Macro Advocacy and policy	5.1.	200 000	62 414	137 586	31
Activiy 2 : Meso support Infrastructure	5.2.	95 000	38 047	56 953	40
Activity 1 : Micro retail capacity	5.3.	405 000	215 262	189 738	53
Activity 4: Programme Management & Evaluation	5.4.	150 652	147 781	2 871	98
Total dépenses		850 652	463 504	387 148	54
Financement UNCDF	5.5.		850 652		
Ecart			387 148		

Les notes annexes font parties intégrante des états financiers

5. Notes annexes à l'état de Prévisions et de Réalisations du projet

#### 5.1. Activity 3: Macro Advocacy and policy

Les dépenses de « Activité 3 : Macro Advocacy and policy » se présentent comme suit :

Compte	Description du compte	Montant USD
71615	Daily Subsistence Allow-Intl	2 868
75105	Facilities & Admin - Implement	59 546
	Sous Total	62 414

Ces dépenses concernent les frais nécessaires à l'amélioration du cadre économique légal, réglementaire et institutionnelle de la finance inclusive.

#### 5.2. Activity 2: Meso Support Infrastructure

Les dépenses de « Activité 2 : Meso support infrastructure » se présentent comme suit :

Compte	Description du compte	Montant USD
71205	Intl Consultants-Sht Term-Tech	20 275
71605	Travel Tickets-International	1 075
71615	Daily Subsistance Allow-Intl	16 691
76125	Realised Loss	6
	Sous Total	38 047

Ces dépenses se rapportent aux frais d'infrastructure technique et financière nécessaires au renforcement du secteur de la finance inclusive.

#### 5.3. Activity 1: Micro Retail Capacity

Les dépenses de « Activité 1 : Micro Retail Capacity » se présentent comme suit :

Compte	Description du compte	Montant USD	
72625	Capital Grants-Financial Ser	215 262	
	Sous Total	215 262	

Ces dépenses concernent les frais relatifs au renforcement des capacités des institutions des micros finances.

#### 5.4. Activity 4: Programme Management and Evaluation

Les dépenses de « Activité 4 : Programme Management and Evaluation » se présentent comme suit :

Compte	Description du compte	31/12/2012 USD
61305	Salaries – IP Staff	67 352
61310	Post Adjustement - IP Staf	39 886
62335	Hazard Duty Station Allow-IP	2 350
63520	Personal security Measure	7 000
71205	Intl Consultants-Sht Term-Tech	8 400
71605	Travel Tickets-International	5 321
71615	Daily Subsistence Allow-Intl	15 155
71635	Travel Other	544
72705	Hospitality-Special Events	65
73505	Reimb to UNDP for Supp Srvs	11
74510	Bank Charges	45
75705	Leaning costs	1 652
76125	Realized Loss	0
76135	Realized Gain	0
	Sous Total	147 781

Ces dépenses concernent les frais de gestion du programme, de suivi et d'évaluation des activités.

#### 5.5. Financement du programme

Le financement du programme d'Appui au secteur du Micro finance PASMIF II pour l'année 2012 se ventile comme suit :

Bailleurs	Période	Montant USD
Financement SUEDE mis à la disposition de l'UNCDF	2012	850 652
Total		850 652

La mise à disposition de ces fonds a fait l'objet de signature des accords de coopération entre le PNUD, l'UNDCF et la SUEDE.

6. Etat des actifs et de l'équipement

# Statement of Assets and Equipment as at 31 December 2012



Project title: Pr	Project title: Programme d'Appui au Secteur de la Microfinance (PASMIF II)	au Secteur	r de la N	Tierofina	nce (PA	SMIFI	0				
Award ID: 00060272	50272										
ProjectID: 00075816	5816										
Period covered:	Period covered: 1 January - 31 December 2012	ember 20	12								
ON ĐẠT	ACQUISITION DATE	KE/MODEL DESCRIPTION/MA ITEM	РROJECT No.	DONOB CODE	FUND	VCCOUNT	VCLINILA	RESPONS, PERSON	ITEM LOCATION	MANUFACTURER	COUNTRY
NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT
NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT
NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT NEANT	NEANT

Country Office: UNCDF

Title: Associe au programme/PASMIF Signed by: signature Name: Joe Kilimba Date:

Signed by: signature Name: Monah Andriambalo

Title: Programme Specialist/PASMIF II 2017 Date:

KPMG Congo-R.D.C

Name of the Audit Firm: KPMG

Date:

Title: Associé

Certified by: signature Name: Paul M'BODI

NEANT NEANT

NEANT NEANT

NEANT NEANT

NEANT NEANT

NEANT NEANT

NEANT

NEANT

NEANT

NEANT

NEANT

REMARKS

DONOR

SERIAL NO.

**NZZ AVENE** 

CSD AVENE

Immeuble BCDC 7ême Niveau
Boulevard du 30 juir.
B.P.: 7226
Ifil: (+243) 990010020
Kinshasa / Gombe (+243) 990010021
E-mail: tfashingabo@kpmg.cd

7.
Observations sur la gestion du projet

#### 7.1. NIVEAU DE L'EXECUTION PHYSIQUE DU PROJET

A la fin de notre intervention, le partenaire n'a pas pu mettre à notre disposition le rapport annuel (final) d'exécution physique des activités réalisées dans le cadre du programme sous revue. Les procédures alternatives mises en place nous ont permis d'obtenir les rapports trimestriels de la BCC et du FPM. L'exploitation de ces rapports ne nous a pas permis de dégager le niveau d'exécution physique final du projet au 31/12/2012.

#### 7.2. NIVEAU D'EXECUTION BUDGETAIRE

Le taux d'exécution budgétaire global au 31 décembre 2012 a été de 56 % détaillé de la manière suivante :

Désignations	%
Activité 1 : Macro Advocacy and policy	31
Activity 2: Meso support infrastructure	40
Activity 3: Micro retail capacity	53
Activity 4 : Programme Management & Evaluation	98
Total	56

#### 7.3. CHRONOGRAMME D'EXECUTION DU PROJET

Conformément aux différents contrats mis à notre disposition, le programme devait se réaliser de 2010 à 2014. A la date de notre audit, nous n'avons pas eu connaissance du rapport d'exécution physique final des activités programmées. Cette situation ne nous permet pas d'apprécier le respect du chronogramme des activités de la période sous revue (2012).

Le planning des activités décrites dans le PTA se présente de la manière Ci-après :

Activités trimestre trimestre 2012 trimestre 2012 vulgarisation de la loi sur les institutions de la micro finance.  Vulgarisation des deutes, élaboration et vulgarisation des études, élaboration et vulgarisation des outils pour la culture financière et la protection des clients.  Formation des IMF aux normes prudentielles et à l'élaboration des états financiers et différents tableaux nécessaires à la base des données de la BCC.  Renforcement des capacités de la BCC sur les module CGAP.  Appuyer l'élaboration du plan d'action pour l'inclusion financière.  Renforcer les capacités de la BCC sur les spécificités de la micro finance (formation, voyage d'échanges) et sur le contrôle et la surveillance des IMF. Identification des indicateurs, collecte des données et publication.  Elaboration des critères de classification des structures financières de proximité.  Le contrôle des IMF lu Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.  Appui au comité de pilotage du programme.  X X X X X X X X X X X X X X X X X X X		Premier	Deuxième	Troisième	Quatrième
Vulgarisation de la loi sur les institutions de la micro finance.  X X X Réalisation des études, élaboration et vulgarisation des études, élaboration et vulgarisation des outils pour la culture financière et la protection des clients.  Formation des IMF aux normes prudentielles et à l'élaboration des états financiers et différents tableaux nécessaires à la base des données de la BCC.  X X X X X X X X X X X X X X X X X X X	Activités			1	trimestre
institutions de la micro finance.  Réalisation des études, élaboration et vulgarisation des outils pour la culture financière et la protection des clients.  Formation des IMF aux normes prudentielles et à l'élaboration des états financiers et différents tableaux nécessaires à la base des données de la BCC.  Renforcement des capacités de la BCC sur les module CGAP.  Appuyer l'élaboration du plan d'action pour l'inclusion financière.  Renforcer les capacités de la BCC sur les spécificités de la micro finance (formation, voyage d'échanges) et sur le contrôle et la surveillance des IMF.  Identification des indicateurs, collecte des données et publication.  Elaboration des critères de classification des ritères de classification de classification des roximité.  Le contrôle des IMF du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.  Appui au comité de pilotage du programme.  Appui au comité de pilotage du programme.  X X X X X X X X X X X X X X X X X X X	Vulgarisation de la loi sur les	2012	2012	2012	2012
Réalisation des études, élaboration et vulgarisation des outils pour la culture financière et la protection des clients.  Formation des IMF aux normes prudentielles et à l'élaboration des états financiers et différents tableaux nécessaires à la base des données de la BCC.  BCC.  Renforcement des capacités de la BCC sur le module CGAP.  Appuyer l'élaboration du plan d'action pour l'inclusion financière.  Renforcer les capacités de la BCC sur les spécificités de la micro finance (formation, voyage d'échanges) et sur le contrôle et la surveillance des IMF.  Laboration des indicateurs, collecte des données et publication.  Laboration des critères de classification des critères de classification et de classification des structures financières de proximité.  Le contrôle des IMF du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.  Appui au comité de pilotage du programme.  X X X X X X X X X X X X X X X X X X X				v	v
vulgarisation des outils pour la culture financière et la protection des clients.   X					<del>                                     </del>
financière et la protection des clients.  Formation des IMF aux normes prudentielles et à l'élaboration des états financiers et différents tableaux nécessaires à la base des données de la BCC.  Renforcement des capacités de la BCC sur les spécificités de la micro finance (formation, voyage d'échanges) et sur le contrôle et la surveillance des IMF.  Identification des indicateurs, collecte des données et publication.  Elaboration des critères de classification des structures financières de proximité.  Le contrôle des IMF du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.  Appui et facilitation de l'Assemblée constitutive des associations professionnelles (AP).  Accompagnement dans la formulation de la planification et la mise en place des outils de gestion des AP.  Renforcement des capacités des cabinets et Prestataires Locaux de Service Techniques (PLST) en micro finance pour améliorer leurs méthodologies d'intervention (Plan de d'affaires, formation des formateures).  Appui aux prestataires locaux en matière de système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  Education financière et communication aux organisations	vulgarisation des outils pour la culture			1	
Formation des IMF aux normes prudentielles et à l'élaboration des états financiers et différents tableaux nécessaires à la base des données de la BCC.  Renforcement des capacités de la BCC sur le module CGAP.  Appuyer l'élaboration du plan d'action pour l'inclusion financière.  Renforcer les capacités de la BCC sur les spécificités de la micro finance (formation, voyage d'échanges) et sur le contrôle et la surveillance des IMF.  Identification des indicateurs, collecte des données et publication.  Le contrôle et la surveillance des IMF.  Identification et de classification des structures financières de roximité.  Le contrôle des IMF du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.  Appui et facilitation de l'Assemblée constitutive des associations professionnelles (AP).  Accompagnement dans la formulation de la planification et la mise en place des outils de gestion des AP.  Renforcement des capacités des cabinets et Prestataires Locaux de Service Techniques (PLST) en micro finance pour améliorer leurs méthodologies d'intervention (Plan de d'affaires, formation des formateurs).  Appui aux prestataires locaux en matière de système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  X X X X X X X X X X X X X X X X X X X				<b>v</b>	l v
prudentielles et à l'élaboration des états financiers et différents tableaux nécessaires à la base des données de la BCC.  Renforcement des capacités de la BCC sur le module CGAP.  Appuyer l'élaboration du plan d'action pour l'inclusion financière.  Renforcer les capacités de la BCC sur les spécificités de la micro finance (formation, voyage d'échanges) et sur le contrôle et la surveillance des IMF.  I dentification des indicateurs, collecte des données et publication.  Elaboration des critères de classification des structures financières de proximité.  Le contrôle des IMF du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.  Appui au comité de pilotage du programme.  Appui au comité de pilotage du programme.  Appui et facilitation de l'Assemblée constitutive des associations professionnelles (AP).  X X X X X X X X X X X X X X X X X X X					
états financiers et différents tableaux nécessaires à la base des données de la BCC.  Renforcement des capacités de la BCC sur le module CGAP.  Appuyer l'élaboration du plan d'action pour l'inclusion financière.  Renforcer les capacités de la BCC sur les spécificités de la micro finance (formation, voyage d'échanges) et sur le contrôle et la surveillance des IMF.  Identification des indicateurs, collecte des données et publication.  Elaboration des critères de classification et de classification des structures financières de proximité.  Le contrôle des IMF du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.  Appui au comité de pilotage du programme.  Appui et facilitation de l'Assemblée constitutive des associations professionnelles (AP).  Accompagnement dans la formulation de la planification et la mise en place des outils de gestion des AP.  Renforcement des capacités des cabinets et Prestataires Locaux de Service Techniques (PLST) en micro finance pour améliorer leurs méthodologies d'intervention (Plan de d'affaires, formation des système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  X X X X X X X X X X X X X X X X X X X					
nécessaires à la base des données de la BCC.  X  Renforcement des capacités de la BCC sur le module CGAP.  Appuyer l'élaboration du plan d'action pour l'inclusion financière.  Renforcer les capacités de la BCC sur les spécificités de la micro finance (formation, voyage d'échanges) et sur le contrôle et la surveillance des IMF.  Identification des indicateurs, collecte des données et publication.  Elaboration des critères de classification des structures financières de proximité.  Le contrôle des IMF du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.  X  X  X  X  X  X  X  X  X  X  X  X  X					
BCC. Renforcement des capacités de la BCC sur le module CGAP. Appuyer l'élaboration du plan d'action pour l'inclusion financière. Renforcer les capacités de la BCC sur les spécificités de la micro finance (formation, voyage d'échanges) et sur le contrôle et la surveillance des IMF. Identification des indicateurs, collecte des données et publication.  Elaboration des critères de classification des critères de classification et de classification des structures financières de proximité.  Le contrôle des IMF du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.  Appui au comité de pilotage du programme.  X X X X X X X X X X X X X X X X X X X					
Renforcement des capacités de la BCC sur le module CGAP.  Appuyer l'élaboration du plan d'action pour l'inclusion financière.  Renforcer les capacités de la BCC sur les spécificités de la micro finance (formation, voyage d'échanges) et sur le contrôle et la surveillance des IMF.  Identification des indicateurs, collecte des données et publication.  Elaboration des critères de classification des structures financières de proximité.  Le contrôle des IMF du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.  Appui au comité de pilotage du programme.  Appui et facilitation de l'Assemblée constitutive des associations professionnelles (AP).  Accompagnement dans la formulation de la planification et la mise en place des outils de gestion des AP.  Renforcement des capacités des cabinets et Prestataires Locaux de Service Techniques (PLST) en micro finance pour améliorer leurs méthodologies d'intervention (Plan de d'affaires, formation des formateurs).  Appui aux prestataires locaux en matière de système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  X X X X X X X X X X X X X X X X X X X			Y		v
sur le module CGAP. X Appuyer l'élaboration du plan d'action pour l'inclusion financière.  Renforcer les capacités de la BCC sur les spécificités de la micro finance (formation, voyage d'échanges) et sur le contrôle et la surveillance des IMF.  Identification des indicateurs, collecte des données et publication.  Elaboration des critères de classification des critères de classification et de classification des structures financières de proximité.  Le contrôle des IMF du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.  Appui au comité de pilotage du programme.  Appui et facilitation de l'Assemblée constitutive des associations professionnelles (AP).  Accompagnement dans la formulation de la planification et la mise en place des outils de gestion des AP.  Renforcement des capacités des cabinets et Prestataires Locaux de Service Techniques (PLST) en micro finance pour améliorer leurs méthodologies d'intervention (Plan de d'affaires, formation des formateurs).  Appui aux prestataires locaux en matière de système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  Education financière et communication aux organisations					<del>^-</del>
Appuyer l'élaboration du plan d'action pour l'inclusion financière.  Renforcer les capacités de la BCC sur les spécificités de la micro finance (formation, voyage d'échanges) et sur le contrôle et la surveillance des IMF.  Identification des indicateurs, collecte des données et publication.  Elaboration des critères de classification des structures financières de proximité.  Le contrôle des IMF du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.  Appui au comité de pilotage du programme.  X X X X X X X X X X X X X X X X X X X		Y		<b>v</b>	
d'action pour l'inclusion financière.  Renforcer les capacités de la BCC sur les spécificités de la micro finance (formation, voyage d'échanges) et sur le contrôle et la surveillance des IMF.  Identification des indicateurs, collecte des données et publication.  Elaboration des critères de classification des structures financières de proximité.  Le contrôle des IMF du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.  Appui au comité de pilotage du programme.  X X X X X X X X X X X X X X X X X X X		<u></u>			
Renforcer les capacités de la BCC sur les spécificités de la micro finance (formation, voyage d'échanges) et sur le contrôle et la surveillance des IMF.  Identification des indicateurs, collecte des données et publication.  Elaboration des critères de classification des structures financières de proximité.  Le contrôle des IMF du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.  Appui au comité de pilotage du programme.  X X X X X X X X X X X X X X X X X X X				· •	
les spécificités de la micro finance (formation, voyage d'échanges) et sur le contrôle et la surveillance des IMF.  Identification des indicateurs, collecte des données et publication.  Elaboration des critères de classification des structures financières de proximité.  Le contrôle des IMF du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.  Appui au comité de pilotage du programme.  X X X X X X X X X X X X X X X X X X X				<del></del> -	
(formation, voyage d'échanges) et sur le contrôle et la surveillance des IMF.   X					
le contrôle et la surveillance des IMF.  Identification des indicateurs, collecte des données et publication.  Elaboration des critères de classification des structures financières de proximité.  Le contrôle des IMF du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.  Appui au comité de pilotage du programme.  Appui et facilitation de l'Assemblée constitutive des associations professionnelles (AP).  Accompagnement dans la formulation de la planification et la mise en place des outils de gestion des AP.  Renforcement des capacités des cabinets et Prestataires Locaux de Service Techniques (PLST) en micro finance pour améliorer leurs méthodologies d'intervention (Plan de d'affaires, formation des formateurs).  Appui aux prestataires locaux en matière de système d'information et de gestion financière et communication aux organisations					
Identification des indicateurs, collecte des données et publication.  Elaboration des critères de classification des structures financière de proximité.  Le contrôle des IMF du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.  X X X X X X X X X X X X X X X X X X X			v		v
des données et publication.  Elaboration des critères de classification des structures financières de proximité.  Le contrôle des IMF du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.  Appui au comité de pilotage du programme.  Appui et facilitation de l'Assemblée constitutive des associations professionnelles (AP).  Accompagnement dans la formulation de la planification et la mise en place des outils de gestion des AP.  Renforcement des capacités des cabinets et Prestataires Locaux de Service Techniques (PLST) en micro finance pour améliorer leurs méthodologies d'intervention (Plan de d'affaires, formation des formateurs).  Appui aux prestataires locaux en matière de système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  Education financière et communication aux organisations			^		X
Elaboration des critères de classification et de classification des structures financières de proximité.  Le contrôle des IMF du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.  Appui au comité de pilotage du programme.  Appui et facilitation de l'Assemblée constitutive des associations professionnelles (AP).  Accompagnement dans la formulation de la planification et la mise en place des outils de gestion des AP.  Renforcement des capacités des cabinets et Prestataires Locaux de Service Techniques (PLST) en micro finance pour améliorer leurs méthodologies d'intervention (Plan de d'affaires, formation des formateurs).  Appui aux prestataires locaux en matière de système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  Education financière et communication aux organisations			v	v	v
classification et de classification des structures financières de proximité.  Le contrôle des IMF du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.  Appui au comité de pilotage du programme.  Appui et facilitation de l'Assemblée constitutive des associations professionnelles (AP).  Accompagnement dans la formulation de la planification et la mise en place des outils de gestion des AP.  Renforcement des capacités des cabinets et Prestataires Locaux de Service Techniques (PLST) en micro finance pour améliorer leurs méthodologies d'intervention (Plan de d'affaires, formation des formateurs).  Appui aux prestataires locaux en matière de système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  Education financière et communication aux organisations			Λ	^	X
Structures financières de proximité.  Le contrôle des IMF du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.  Appui au comité de pilotage du programme.  Appui et facilitation de l'Assemblée constitutive des associations professionnelles (AP).  Accompagnement dans la formulation de la planification et la mise en place des outils de gestion des AP.  Renforcement des capacités des cabinets et Prestataires Locaux de Service Techniques (PLST) en micro finance pour améliorer leurs méthodologies d'intervention (Plan de d'affaires, formation des formateurs).  Appui aux prestataires locaux en matière de système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  Education financière et communication aux organisations					
Le contrôle des IMF du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.  X  Appui au comité de pilotage du programme.  X  X  X  X  X  X  X  X  X  X  X  X  X	1			v	v
Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.  Appui au comité de pilotage du programme.  X X X X X X X X X X X X X X X X X X X				^	
Bandundu.  Appui au comité de pilotage du programme.  X X X X X X X X X X X X X X X X X X X			i		
Appui au comité de pilotage du programme.  X X X X X X X X X X X X X X X X X X X		v	v	v	v
programme. X X X X X X X Appui et facilitation de l'Assemblée constitutive des associations professionnelles (AP). X X X X X X X X X X X X X X X X X X X		^	^		<u> </u>
Appui et facilitation de l'Assemblée constitutive des associations professionnelles (AP).  Accompagnement dans la formulation de la planification et la mise en place des outils de gestion des AP.  Renforcement des capacités des cabinets et Prestataires Locaux de Service Techniques (PLST) en micro finance pour améliorer leurs méthodologies d'intervention (Plan de d'affaires, formation des formateurs).  Appui aux prestataires locaux en matière de système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  Education financière et communication aux organisations		v	v	v	v
constitutive des associations professionnelles (AP).  Accompagnement dans la formulation de la planification et la mise en place des outils de gestion des AP.  Renforcement des capacités des cabinets et Prestataires Locaux de Service Techniques (PLST) en micro finance pour améliorer leurs méthodologies d'intervention (Plan de d'affaires, formation des formateurs).  Appui aux prestataires locaux en matière de système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  Education financière et communication aux organisations		^	^	^	
professionnelles (AP).  Accompagnement dans la formulation de la planification et la mise en place des outils de gestion des AP.  Renforcement des capacités des cabinets et Prestataires Locaux de Service Techniques (PLST) en micro finance pour améliorer leurs méthodologies d'intervention (Plan de d'affaires, formation des formateurs).  Appui aux prestataires locaux en matière de système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  Education financière et communication aux organisations	1				
Accompagnement dans la formulation de la planification et la mise en place des outils de gestion des AP.  Renforcement des capacités des cabinets et Prestataires Locaux de Service Techniques (PLST) en micro finance pour améliorer leurs méthodologies d'intervention (Plan de d'affaires, formation des formateurs).  Appui aux prestataires locaux en matière de système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  Education financière et communication aux organisations				v	v
de la planification et la mise en place des outils de gestion des AP.  Renforcement des capacités des cabinets et Prestataires Locaux de Service Techniques (PLST) en micro finance pour améliorer leurs méthodologies d'intervention (Plan de d'affaires, formation des formateurs).  Appui aux prestataires locaux en matière de système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  Education financière et communication aux organisations				^_	
des outils de gestion des AP.  Renforcement des capacités des cabinets et Prestataires Locaux de Service Techniques (PLST) en micro finance pour améliorer leurs méthodologies d'intervention (Plan de d'affaires, formation des formateurs).  Appui aux prestataires locaux en matière de système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  Education financière et communication aux organisations					
Renforcement des capacités des cabinets et Prestataires Locaux de Service Techniques (PLST) en micro finance pour améliorer leurs méthodologies d'intervention (Plan de d'affaires, formation des formateurs).  Appui aux prestataires locaux en matière de système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  Education financière et communication aux organisations			X	X	X
cabinets et Prestataires Locaux de Service Techniques (PLST) en micro finance pour améliorer leurs méthodologies d'intervention (Plan de d'affaires, formation des formateurs).  Appui aux prestataires locaux en matière de système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  Education financière et communication aux organisations	Renforcement des canacités des				
Service Techniques (PLST) en micro finance pour améliorer leurs méthodologies d'intervention (Plan de d'affaires, formation des formateurs).  Appui aux prestataires locaux en matière de système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  Education financière et communication aux organisations	cabinets et Prestataires Localy de				
finance pour améliorer leurs méthodologies d'intervention (Plan de d'affaires, formation des formateurs).  Appui aux prestataires locaux en matière de système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  Education financière et communication aux organisations					
méthodologies d'intervention (Plan de d'affaires, formation des formateurs).  Appui aux prestataires locaux en matière de système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  Education financière et communication aux organisations	l				
d'affaires, formation des formateurs).  Appui aux prestataires locaux en matière de système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  Education financière et communication aux organisations	1				
Appui aux prestataires locaux en matière de système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  Education financière et communication aux organisations				v	v
matière de système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  Education financière et communication aux organisations		<del></del> -		^	
de gestion (SIG) des Coopec et IMF agréées par la BCC.  Education financière et communication aux organisations					
agréées par la BCC.  Education financière et communication aux organisations					
Education financière et communication aux organisations			ļ		v
communication aux organisations					^_
	paysannes et appui à l'articulation des		x	x	

Activités	Premier trimestre 2012	Deuxième trimestre 2012	Troisième trimestre 2012	Quatrième trimestre 2012
mutuelles de solidarité (MUSO) aux				
services financiers de proximité.			}	
Elaboration et diffusion de brochures				
et dépliants pour la visibilité du projet		X		x
Assistance technique CT aux Coopec				
et IMF couvrant les cibles spécifiques				
incluant les zones rurales.	X	l x	X	x
Appui au plan de formation des IMF,				
comptabilité, reporting, marketing,				
gouvernance, audit.		x		x
Réaliser une étude de marché de micro				
finance en zone peu desservie				
(Equateur).			х	
Développement de méthodologies de				
crédit innovant avec des Coopec en				
zones rurales.		X		x
Organisation des forums sur les				
innovations (Mobile Banking, normes				
sociales environnementales, micro				
assurance, transfert des migrants).				х
Prise en charge coûts PST et				<del></del>
partenaire d'exécution.	X	X		
Prise en charge équipe technique,				
personnel d'appui, fonctionnement et				
équipement.	X	X	X	x
Etude, Suivi et Evaluation.	X	X	Х	X

#### 7.4. OBSERVATIONS D'AUDIT ET RECOMMANDATIONS

Nous avons procédé à la vérification des dépenses relatives aux projets sous revue sur base d'un ratio de « 85% ». Ce ratio représente le montant total des dépenses contrôlées par nos soins, exprimé en pourcentage du total des dépenses soumises à la vérification. Ce seuil a été fixé suivant les travaux préliminaires basés sur l'évaluation du contrôle interne de l'organisation auditée. Ainsi, pour des fins de présentation et de synthèse uniquement, nous avons présenté les résultats de nos contrôles en utilisant des critères et catégorie des risques dont voici la signification :

- Elevé: Le processus ou le sous processus comprend un ou plusieurs points de recommandation jugés significatifs pour lesquels des plans d'actions devraient être initiés à court terme.
- Moyen: Le sous processus comprend un ou plusieurs points de recommandation jugés d'importance moyenne pour lesquels des actions devraient être menées à moyen terme.
- Faible: Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas détecté d'anomalie significative. Les améliorations correspondent aux meilleures pratiques en vigueur et peuvent être mises en œuvre à plus long terme.

#### A. Gestion programmatique du projet

#### 7.4.1. Absence de rapport d'exécution physique final

#### Constats

Nous n'avons pas eu connaissance du rapport narratif final des activités exécutées pendant la période sous revue. Les procédures alternatives mises en place ne nous ont ni permis d'obtenir les données chiffrées sur les activités réalisées dans le cadre de ce projet ni d'apprécier le niveau d'exécution physique du programme.

#### Risque(s) (degré de gravité)

Moyen

#### Cause(s)

Non conformité aux procédures établies

#### Recommandation(s)

Nous recommandons à l'Unité de gestion du programme de produire le rapport d'exécution final dans un délai raisonnable pour une meilleure appréciation de niveau d'exécution physique du programme.

#### Délai de mise en œuvre

Application immédiate

#### Commentaires de la direction

Durant la mission d'audit, le rapport annuel 2012 d'exécution physique final était en cours d'élaboration. A ce stade, le rapport existe mais non encore approuvé par le Comité de pilotage. La réunion du comité de pilotage est prévue pour ce 09 mai 2013. Par ailleurs, nous avions mis à la disposition de la mission, les rapports trimestriels 2012 des activités du programme.

8. ANNEXE

Annexe 1: Plans d'action actualisés concernant les observations et les recommandations des audits de l'année précédente

Le programme n'a pas encore fait l'objet d'audit antérieur.

Programme d'Appui au Secteur de la Micro Finance Période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012 Award Id. 00060272

Annexe 2: Communication des données et observations d'audit

Tableau récapitulatif des opinions

ĺ										
		Project Expéditeur	<b>-</b>	<b>A</b>	Project Assets			Cash		
	Montant Opinion en USD	Opinion	NFI en USD Montani	Montant en USD Opinion	Opinion	NFI en USD	en Montant en USD Opinion	Opinion	NFI en USD	
	463 504	463 504 Sans réserve	0	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	<del></del>

31

Programme d'Appui au Secteur de Micro la Finance Période du 1<sup>er</sup> Janvier 2012 au 31 décembre 2012

Tableau de synthèse des résultats de l'audit des CDR du PNUD

Rapport combiné des dépenses du PNUD au 31/12/2012

Observation(s) qui ont entraîné des réserves sur l'opinion d'audit (indiquer le ou le numéro de l'observation ou des obs. et la page du rapport d'audit /de la lettre aux administrateurs)	
Raison (s) des réserves formulées sur l'audit et ventilation du montant (IFN) (USD)	
Montant total de l'impact financier net (IFN) des réserves exprimées sur l'opinion d'audit (avec réserves, défavorable, refus d'exprimer une opinion)	
Montant total des réserves exprimées sur l'opinion d'audit (si l'opinion est avec réserves, défavorable ou refus d'exprimer une opinion)	
Opinion d'audit (sans réserves, avec réserves, défavorable, refus d'exprimer une opinion)	Sans réserve
Montant audité et certifié (USD)	463 504
N° de projet	00075816
N° d'attribution	00060272
-	

32

Programme d'Appui au Secteur de Micro la Finance Période du 1<sup>er</sup> Janvier 2012 au 31 décembre 2012

Tableau 3 - Modèle à l'intention des auditeurs ONG/NIM pour communication des résultats de l'audit de l'état des actifs et de l'équipement

	Le montant total de l'impact financier net (IFN) des réserves exprimées dans une opinion d'audit sur l'état des actifs et de l'équipement (USD)	
	Montant total des réserves sur l'état des actifs et de l'équipement (USD)	•
	Opinion d'audit - État des actifs et de l'équipement)	Sans réserve
	Valeur des actifs et du matériel Au 31/12/2012 (cumulatif à partir du début du projet) (USD)	0
État des actifs et du matériel	N° du projet	00075816
	N° de l'attribution	00060272

# Programme d'Appui au Secteur de Micro la Finance Période du 1<sup>et</sup> Janvier 2012 au 31 décembre 2012

recommandations
et
synthèse des observations d'audit
e
Tableau d

ution N° de projet N° de	l'obser Vation	Observation d'audit	Recommandation	Secteur de vérification	Motif de Paudit	Gravité du risque	Projet/BP Commentaires de la Direction
7.7.	7.4.2	Absence de rapport d'exécution physique final	Nous recommandons à l'Unité de Gestion du programme de produire le rapport d'exécution final dans un délai raisonnable pour une meilleure lecture et appréciation du niveau physique du programme.	Administration	Non conformité aux procédures établies	Moyen	Durant la mission d'audit, le rapport annuel 2012 d'exécution physique final était en cours d'élaboration. A ce stade, le rapport existe mais non encore approuvé par le Comité de pilotage. La réunion du comité de pilotage est prévue pour ce 09 mai 2013. Par ailleurs, nous avions mis à la disposition de la mission, les rapports trimestriels 2012 des

Kinshasa, le 10 mai 2013
Paul M'BODI

Associé

PMG Congo-R.D.C

Bouldward du 30 Julin Niveau

Roch (Ansiassa / Gombe Tel: (1243) 800116120

FIN DU RAPPORT